



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2016



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	6
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales du budget général .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -96,04 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2016 s'élève à -96,04 Md€ contre -93,55 Md€ à fin août 2015 à périmètre constant. Cette situation s'explique par une hausse importante des recettes nettes de 6,17 Md€, une hausse des dépenses nettes

de 1,34 Md€ et par la baisse du solde des comptes spéciaux de 7,33 Md€. Ce dernier résulte essentiellement des avances versées à l'Agence de service et de paiement (6,11 Md€) qui seront remboursées dans le courant de l'année.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 209,41 Md€

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,21 Md€ dont 2,57 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,69 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 3,17 Md€ dont 1,79 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,75 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

Les dépenses nettes à fin août 2016 s'élèvent à 209,41 Md€ contre 208,07 Md€ à fin août 2015 à périmètre constant. Ce écart résulte principalement des hausses des dépenses de personnel (+0,97 Md€) et des dépenses d'intervention (+1,71 Md€ issu

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 1,91 Md€ dont 1,74 Md€ imputable au programme « Aide à l'accès au logement » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,58 Md€ dont 1,10 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,57 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,83 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,68 Md€.

notamment de changements d'échéanciers dans le versement de certaines aides telles que l'allocation adulte handicapé) partiellement compensées par les baisses des dépenses de fonctionnement (-0,55 Md€) et des charges de la dette (-0,83 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 149,57 Md€

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

TVA : 10,95 Md€ ;

**Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 1,86 Md€ dont 0,87 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

**Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,40 Md€ ;

**Recettes non fiscales** : 1,21 Md€ dont 0,83 Md€ de dividendes et recettes assimilées ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,50 Md€ dont -2,30 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,55 Md€.

\* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 184,27 Md€

Elles s'élevaient à 182,60 Md€ à fin août 2015 à périmètre constant. Cette augmentation de 1,67 Md€ s'explique notamment par les hausses des recettes de TICPE pour 1,92 Md€ (du fait, d'une part, du dynamisme des recettes en 2016, et d'autre part, de moindres versements à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France cette année, par rapport à 2015), des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,39 Md€ (notamment en raison, de l'augmentation des

mutations à titre gratuit et de la hausse des autres taxes intérieures suite à la réforme de la contribution au service public de l'électricité) et des recettes nettes de TVA pour 1,38 Md€. Les autres impôts directs et taxes assimilées sont cependant en baisse de 1,32 Md€ essentiellement en raison des diminutions des recettes diverses, des retenues à la source et des recettes d'impôt de solidarité sur la fortune. A périmètre équivalent, les recettes nettes d'impôt sur le revenu sont en repli de 0,61 Md€.

### Recettes non fiscales : 6,71 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2016 s'élèvent à 6,71 Md€ contre 7,13 Md€ à fin août 2015. La baisse résulte essentiellement des effets d'une diminution de 0,75 Md€ des dividendes et recettes assimilées (notamment du fait de l'absence de versement en numéraires de dividendes EDF cette année) et des

amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,56 Md€ (notamment les amendes prononcées par les autorités de la concurrence), partiellement compensée par l'augmentation des produits du domaine de l'Etat pour 0,80 Md€ (notamment au titre des redevances d'usage des fréquences radioélectriques).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -43,09 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -43,09 Md€ à fin août 2016 contre -49,62 Md€ à fin août 2015 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la réduction par la baisse des prélèvements au profit des collectivités territoriales

pour 3,30 Md€ (dont 2,06 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement), des prélèvements au profit de l'Union européenne (UE) pour 3,23 Md€ suite à un rythme d'appel des ressources plus lent début 2016 et à une rectification du budget 2015 de l'UE.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -36,21 Md€

#### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,35 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,81 Md€ (notamment au titre des mensualisations de taxes d'habitation et de taxes

foncières). Le compte « **Transition énergétique** » affiche des dépenses d'un montant de 0,88 Md€ essentiellement au titre du soutien aux énergies renouvelables électriques.

Au 31 août 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à -36,21 Md€ contre -28,88 Md€ en août 2015. Cette différence s'explique, d'abord, par la variation du solde des comptes de concours financiers (-6,18 Md€ notamment en raison des avances versées à l'Agence de service et de paiement). Par ailleurs,

l'écart est accentuée par l'évolution du solde des comptes d'affectation spéciale (-1,16 Md€) particulièrement du fait du recul des recettes du compte « Participations financières de l'Etat » (cession de titres Safran en 2015).

### Dette financière de l'Etat au 31 août : 1 629,18 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 115,87 Md€).

Les montants nets des BTAN et des BTF ont diminué respectivement de 60,43 Md€ et 9,29 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin août		Renvoi Page	
	Août	2016	2015 retraité 2015 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>-15 199</b>	<b>-96 044</b>	-93 545	-89 651	5
<b>Dépenses du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>19 266</b>	<b>209 406</b>	208 066	200 360	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>10 164</b>	<b>149 567</b>	143 397	139 586	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	672	49 272	49 880	47 960	
- IS *	-713	7 852	8 195	8 195	
- TVA	10 946	96 332	94 949	94 439	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>-6 097</b>	<b>-36 206</b>	-28 877	-28 877	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>-922</b>	<b>108 581</b>			16
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>-957</b>	<b>1 629 180</b>			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Dépenses de personnel	10 154	82 584	81 615	81 677
Dépenses de fonctionnement	2 700	35 626	36 174	36 102
Charges de la dette de l'Etat	28	24 129	24 956	24 956
Dépenses d'investissement	689	7 277	7 211	7 220
Dépenses d'intervention	5 644	57 862	56 150	48 452
Dépenses d'opérations financières	51	940	971	965
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>19 266</b>	<b>209 406</b>	<b>208 066</b>	<b>200 360</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	13 816	184 267	182 596	178 788
Recettes non fiscales	1 207	6 705	7 131	7 101
Prélèvements sur recettes	-5 049	-43 089	-49 615	-49 588
Fonds de concours	190	1 685	3 286	3 286
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>10 164</b>	<b>149 567</b>	<b>143 397</b>	<b>139 586</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>15 212</b>	<b>192 657</b>	<b>193 013</b>	<b>189 174</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-9 102</b>	<b>-59 839</b>	<b>-64 668</b>	<b>-60 774</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-711	1 152	2 314	2 314
Solde des comptes de concours financiers	-5 608	-37 980	-31 804	-31 804
Solde des comptes de commerce	171	512	512	512
Solde des comptes d'opérations monétaires	2	-10 203	-1 471	-1 471
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-6 097</b>	<b>-36 206</b>	<b>-28 877</b>	<b>-28 877</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-15 199</b>	<b>-96 044</b>	<b>-93 545</b>	<b>-89 651</b>



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€. Août	2016	2015 retraité	2015 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 154</b>	<b>82 584</b>	<b>81 615</b>	<b>81 677</b>
Rémunérations d'activité	5 869	47 054	46 455	46 479
Cotisations et contributions sociales	4 207	35 008	34 620	34 658
Prestations sociales et allocations diverses	77	522	540	541
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>9 113</b>	<b>126 822</b>	<b>126 450</b>	<b>118 683</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>988</b>	<b>988</b>	<b>988</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 700</b>	<b>35 626</b>	<b>36 174</b>	<b>36 102</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 843	15 030	15 467	15 472
Subventions pour charges de service public	857	20 596	20 707	20 630
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>28</b>	<b>24 129</b>	<b>24 956</b>	<b>24 956</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	28	24 129	24 956	24 956
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>689</b>	<b>7 277</b>	<b>7 211</b>	<b>7 220</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	591	6 042	5 902	5 912
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	98	1 235	1 309	1 309
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>5 644</b>	<b>57 862</b>	<b>56 150</b>	<b>48 452</b>
Transferts aux ménages	3 245	28 908	27 908	21 952
Transferts aux entreprises	509	8 156	7 581	6 256
Transferts aux collectivités territoriales	284	4 832	4 499	4 430
Transferts aux autres collectivités	1 606	15 949	16 151	15 804
Appels en garantie	0	17	11	9
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>51</b>	<b>940</b>	<b>971</b>	<b>965</b>
Prêts et avances	4	35	36	36
Dotations en fonds propres	47	334	366	359
Dépenses de participations financières	0	570	569	569
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>19 266</b>	<b>209 406</b>	<b>208 066</b>	<b>200 360</b>





unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2016		Cumul à fin août 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>198</b>	<b>231</b>	<b>2 346</b>	<b>2 205</b>	<b>2 060</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	166	100	1 473	1 341	1 284
Diplomatie culturelle et d'influence	11	110	621	470	521
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	22	255	250	246
Conférence "Paris Climat 2015"	0	0	-4	144	8
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>194</b>	<b>193</b>	<b>1 816</b>	<b>1 823</b>	<b>1 778</b>
Administration territoriale	143	142	1 101	1 069	1 083
Vie politique, culturelle et associative	1	2	177	223	168
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	50	49	539	531	527
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>133</b>	<b>126</b>	<b>1 712</b>	<b>1 540</b>	<b>1 709</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	23	17	677	549	765
Forêt	3	1	214	202	197
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	53	53	374	352	309
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	54	54	446	437	438
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>-95</b>	<b>121</b>	<b>1 282</b>	<b>1 938</b>	<b>1 805</b>
Aide économique et financière au développement	-120	25	103	791	736
Solidarité à l'égard des pays en développement	25	96	1 178	1 147	1 069
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>61</b>	<b>8</b>	<b>1 949</b>	<b>1 868</b>	<b>2 001</b>
Liens entre la Nation et son armée	4	3	23	21	15
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	57	5	1 839	1 782	1 918
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	88	65	68
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>49</b>	<b>46</b>	<b>421</b>	<b>409</b>	<b>414</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	30	236	239	238
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	16	146	132	136
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>128</b>	<b>281</b>	<b>2 040</b>	<b>1 660</b>	<b>1 734</b>
Patrimoines	29	111	680	497	517
Création	26	85	626	477	523
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	73	85	734	686	694
<b>DEFENSE</b>	<b>3 523</b>	<b>3 166</b>	<b>26 173</b>	<b>28 696</b>	<b>28 796</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	40	67	770	1 001	905
Préparation et emploi des forces	667	749	5 819	5 631	5 380
Soutien de la politique de la défense	1 779	1 791	14 982	14 903	14 671
Equiperment des forces	1 038	559	4 602	7 160	7 840
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>70</b>	<b>85</b>	<b>832</b>	<b>756</b>	<b>770</b>
Coordination du travail gouvernemental	39	39	350	311	320
Protection des droits et libertés	4	4	70	74	70
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	27	41	412	372	379
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>484</b>	<b>728</b>	<b>7 548</b>	<b>7 057</b>	<b>7 344</b>
Infrastructures et services de transports	252	221	2 769	2 792	2 807
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	-18	11	66	102	104
Météorologie	0	49	146	146	149
Paysages, eau et biodiversité	9	28	189	173	176
Information géographique et cartographique	0	0	70	70	70
Prévention des risques	8	8	-27	-36	109
Energie, climat et après-mines	1	8	369	359	379
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	232	229	2 187	2 207	2 245
Service public de l'énergie (1)	0	174	1 779	1 244	1 304
<b>ECONOMIE</b>	<b>89</b>	<b>98</b>	<b>1 005</b>	<b>886</b>	<b>937</b>
Développement des entreprises et du tourisme	44	50	594	477	525
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	31	33	297	297	304
Stratégie économique et fiscale	14	15	115	112	108



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2016		Cumul à fin août 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT</b>	<b>167</b>	<b>1 912</b>	<b>15 664</b>	<b>12 979</b>	<b>12 740</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	123	154	1 131	990	884
Aide à l'accès au logement	12	1 741	14 196	11 625	11 571
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	31	16	336	364	284
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>29</b>	<b>39</b>	<b>24 291</b>	<b>24 352</b>	<b>25 186</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	28	28	24 129	24 129	24 956
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	17	17	9
Epargne	0	10	145	106	220
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	100	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 140</b>	<b>5 209</b>	<b>45 511</b>	<b>45 350</b>	<b>44 599</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 689	1 691	13 525	13 523	13 186
Enseignement scolaire public du second degré	2 556	2 566	21 030	21 025	20 640
Vie de l'élève	169	177	3 513	3 416	3 406
Enseignement privé du premier et du second degrés	504	506	5 097	5 086	5 029
Soutien de la politique de l'éducation nationale	139	197	1 446	1 414	1 396
Enseignement technique agricole	83	73	900	886	943
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>793</b>	<b>842</b>	<b>7 512</b>	<b>7 214</b>	<b>7 393</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	611	634	5 392	5 319	5 394
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	55	65	815	666	713
Facilitation et sécurisation des échanges	116	122	1 097	1 031	1 078
Entretien des bâtiments de l'Etat	9	9	79	68	79
Fonction publique	2	12	130	130	128
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>51</b>	<b>61</b>	<b>662</b>	<b>583</b>	<b>358</b>
Immigration et asile	39	54	614	548	337
Intégration et accès à la nationalité française	12	7	48	35	20
<b>JUSTICE</b>	<b>552</b>	<b>681</b>	<b>5 334</b>	<b>5 393</b>	<b>5 298</b>
Justice judiciaire	241	268	2 198	2 192	2 125
Administration pénitentiaire	233	302	2 031	2 162	2 182
Protection judiciaire de la jeunesse	51	68	567	514	497
Accès au droit et à la justice	4	6	305	304	289
Conduite et pilotage de la politique de la justice	22	37	232	218	203
Conseil supérieur de la magistrature	1	0	3	3	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>374</b>	<b>304</b>	<b>402</b>
Presse	3	2	136	137	144
Livre et industries culturelles	1	1	234	163	179
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	5	5	78
<b>OUTRE-MER</b>	<b>101</b>	<b>78</b>	<b>1 615</b>	<b>1 412</b>	<b>1 439</b>
Emploi outre-mer	18	23	1 189	982	1 020
Conditions de vie outre-mer	84	55	426	430	419
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>54</b>	<b>57</b>	<b>264</b>	<b>291</b>	<b>496</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	13	10	63	111	146
Interventions territoriales de l'Etat	1	2	10	12	14
Politique de la ville	40	44	191	168	335
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>988</b>	<b>988</b>	<b>988</b>
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2016		Cumul à fin août 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>634</b>	<b>547</b>	<b>24 057</b>	<b>19 798</b>	<b>20 003</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	43	63	12 492	10 625	10 542
Vie étudiante	27	57	2 218	1 612	1 690
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	536	15	6 180	4 397	4 653
Recherche spatiale	0	138	1 303	1 165	1 151
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	38	1 040	1 041	1 103
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	10	181	395	575	515
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	83	83	89
Recherche culturelle et culture scientifique	0	35	112	75	30
Enseignement supérieur et recherche agricoles	18	19	234	225	230
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>1</b>	<b>495</b>	<b>5 072</b>	<b>4 765</b>	<b>4 797</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	1	327	3 047	2 946	2 922
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	550	569
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	100	1 269	1 269	1 306
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>263</b>	<b>133</b>	<b>2 748</b>	<b>2 024</b>	<b>2 049</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	245	116	2 521	1 801	1 796
Concours spécifiques et administration	17	17	227	222	253
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>8 268</b>	<b>8 285</b>	<b>70 158</b>	<b>70 140</b>	<b>67 557</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 792	7 809	66 359	66 342	64 558
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	476	476	3 798	3 798	3 000
<b>SANTE</b>	<b>161</b>	<b>179</b>	<b>1 129</b>	<b>899</b>	<b>878</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	160	178	439	336	373
Protection maladie	0	0	690	563	505
<b>SECURITES</b>	<b>1 542</b>	<b>1 567</b>	<b>12 718</b>	<b>12 255</b>	<b>11 925</b>
Police nationale	807	828	6 591	6 483	6 331
Gendarmerie nationale	675	676	5 802	5 442	5 324
Sécurité et éducation routières	3	2	21	15	14
Sécurité civile	57	61	303	315	256
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>480</b>	<b>1 578</b>	<b>16 461</b>	<b>12 741</b>	<b>11 676</b>
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	410	399	4 543	2 607	3 366
Handicap et dépendance	1	1 104	10 723	9 089	7 221
Egalité entre les femmes et les hommes	3	5	14	13	15
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	66	71	1 180	1 032	1 074
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>23</b>	<b>24</b>	<b>543</b>	<b>465</b>	<b>335</b>
Sport	10	14	203	187	187
Jeunesse et vie associative	13	10	340	278	148
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>784</b>	<b>778</b>	<b>11 467</b>	<b>8 756</b>	<b>8 159</b>
Accès et retour à l'emploi	595	492	7 080	5 625	5 565
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	132	224	3 860	2 604	2 059
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	3	4	42	60	57
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	54	58	486	468	478
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>23 879</b>	<b>27 552</b>	<b>293 694</b>	<b>279 546</b>	<b>275 623</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>15 611</b>	<b>19 266</b>	<b>223 536</b>	<b>209 406</b>	<b>208 066</b>

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>2 795</b>	<b>52 977</b>	<b>53 143</b>	<b>53 022</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>170</b>	<b>1 333</b>	<b>1 288</b>	<b>1 288</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>357</b>	<b>31 160</b>	<b>31 022</b>	<b>31 022</b>
Impôt sur les sociétés	350	30 488	30 360	30 360
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	7	672	662	662
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>448</b>	<b>9 570</b>	<b>10 892</b>	<b>10 892</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	42	431	547	547
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	241	3 133	3 399	3 399
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	48	48
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	7	7
Impôt de solidarité sur la fortune	137	3 511	3 738	3 738
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	33	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	92	127	127
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	1	5	13	13
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	9	12	12
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	17	19	19
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	60	49	49
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	185	187	187
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	6	6
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	10	30	30
Recettes diverses	18	2 081	2 677	2 677
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 404</b>	<b>10 453</b>	<b>8 533</b>	<b>8 533</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>15 067</b>	<b>132 436</b>	<b>130 187</b>	<b>129 676</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 861</b>	<b>16 477</b>	<b>15 088</b>	<b>13 710</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	54	338	275	275
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	9	105	98	98
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	6	4	4
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	157	1 215	1 061	1 061



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	866	6 919	6 618	6 618
Contribution de sécurité immobilière	55	420	380	380
Autres conventions et actes civils	36	379	302	302
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	32	264	260	260
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	15	121	86	86
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	17	184	151	151
Timbre unique	20	97	101	101
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	187	2 370	1 765	461
Autres droits et recettes accessoires	0	4	3	3
Amendes et confiscations	3	27	31	31
Taxe générale sur les activités polluantes	1	82	120	120
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	1	20
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	56	268	115	115
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	35	36	36
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	35	35	35
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	9	46	46
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	27	28	28
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	131	1 315	1 351	1 351
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	71	475	450	450
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	42	287	282	282
Prélèvement sur les paris sportifs	14	185	128	128
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	4	40	38	38
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	48	485	570	570
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	2	2
Autres taxes	33	181	148	55
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>22 101</b>	<b>254 407</b>	<b>250 154</b>	<b>248 145</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>13 816</b>	<b>184 267</b>	<b>182 596</b>	<b>178 788</b>



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>830</b>	<b>1 500</b>	<b>2 252</b>	<b>2 252</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	323	328	108	108
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	101	110	110
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	508	1 071	2 035	2 035
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>94</b>	<b>1 813</b>	<b>1 018</b>	<b>1 018</b>
Revenus du domaine public non militaire	19	142	146	146
Autres revenus du domaine public	1	127	79	79
Revenus du domaine privé	2	39	34	34
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	28	767	82	82
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	37	585	641	641
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	6	142	29	29
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	11	9	9
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>85</b>	<b>637</b>	<b>626</b>	<b>626</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	39	260	274	274
Autres frais d'assiette et de recouvrement	44	362	337	337
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	4	4	4
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	4	4
Autres recettes diverses	1	8	7	7
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>35</b>	<b>227</b>	<b>236</b>	<b>236</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	11	68	83	83
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	6	4	4
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	10	8	8
Intérêts des autres prêts et avances	1	32	32	32
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	17	88	85	85
Autres avances remboursables sous conditions	1	2	2	2
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	14	15	15



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>91</b>	<b>1 456</b>	<b>2 016</b>	<b>1 986</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	30	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	13	851	1 445	1 445
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	7	93	93
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	8	4	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	73	521	429	429
Frais de poursuite	0	6	6	6
Frais de justice et d'instance	1	8	7	7
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	11	2	2
<b>Divers (F)</b>	<b>72</b>	<b>1 072</b>	<b>982</b>	<b>982</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	258	248	248
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	24	119	128	128
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	14	48	48
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	6	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	4	4
Récupération d'indus	3	43	17	17
Recouvrements après admission en non-valeur	9	89	85	85
Divers versements de l'Union européenne	5	17	20	20
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	14	16	16
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	15	11	11
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	11	138	170	170
Produits divers	1	231	91	91
Autres produits divers	13	114	126	126
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 207</b>	<b>6 705</b>	<b>7 131</b>	<b>7 101</b>



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 498</b>	<b>-31 189</b>	<b>-34 487</b>	<b>-34 460</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 304	-24 282	-26 341	-26 340
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-2	-7	-7	-7
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-48	-48	-61	-61
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-385	-2 015	-2 480	-2 480
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-233	-1 226	-1 494	-1 494
<b>Dotations</b> élu local	-1	-64	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-25	-35	-35
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	-47	-271	-259	-259
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	-135	-417	-526	-526
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-2	-2
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	1	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-278	-2 219	-2 415	-2 415
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-31	-143	-522	-522
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-27	-130	-156	-156
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-55	-55	-55
<b>Dotations</b> exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du versement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-1	-284	-39	-39
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	0	0	-26	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 551</b>	<b>-11 901</b>	<b>-15 128</b>	<b>-15 128</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 049</b>	<b>-43 089</b>	<b>-49 615</b>	<b>-49 588</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	162	1 520	3 093	3 093
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	28	165	192	192
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>190</b>	<b>1 685</b>	<b>3 286</b>	<b>3 286</b>

(1) création en 2016





	Mois d'août		Cumul à fin août					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 794</b>	<b>5 082</b>	<b>44 010</b>	<b>41 691</b>	<b>45 162</b>	<b>44 005</b>	<b>1 152</b>	<b>2 314</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	21	20	157	160	183	217	26	58
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	27	136	660	662	1 117	984	456	321
Développement agricole et rural	26	8	77	59	119	125	42	66
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	15	31	228	217	250	250	22	32
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	27	1 396	1 401	1 538	1 493	142	92
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	37	23	306	211	234	358	-72	146
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	-4	0	0	0	4
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	233	309	233	309
Participations financières de l'Etat	246	1	1 233	1 600	79	1 695	-1 155	35
Pensions	4 545	4 516	37 298	37 106	38 752	38 356	1 454	1 250
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	19	218	19	219	0	1
Transition énergétique (2)	875	319	2 636	0	2 639	0	3	0
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>8 683</b>	<b>3 075</b>	<b>75 496</b>	<b>67 322</b>	<b>37 516</b>	<b>35 518</b>	<b>-37 980</b>	<b>-31 804</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	14	22	6 108	30	93	65	-6 015	35
Avances à l'audiovisuel public	322	185	2 578	2 445	1 595	1 488	-983	-956
Avances aux collectivités territoriales	8 347	2 812	66 673	64 280	35 459	33 600	-31 213	-30 680
Prêts à des Etats étrangers	0	54	136	483	336	315	200	-168
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	2	1	84	33	49	32	-35
<b>Comptes de commerce</b>	<b>232</b>	<b>403</b>	<b>28 261</b>	<b>28 340</b>	<b>28 772</b>	<b>28 852</b>	<b>512</b>	<b>512</b>
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	45	91	299	372	527	561	227	189
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	12	102	101	105	98	2	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	2 061	1 194	2 061	1 194	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	55	73	339	303	493	445	154	143
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	115	219	25 417	26 329	25 522	26 490	105	161
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	1	0	1	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	6	27	27	49	47	21	20
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	2	15	13	17	15	3	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>57</b>	<b>59</b>	<b>10 743</b>	<b>3 452</b>	<b>540</b>	<b>1 981</b>	<b>-10 203</b>	<b>-1 471</b>
Emission des monnaies métalliques	4	55	98	94	207	191	108	96
Opérations avec le Fonds Monétaire International	54	4	10 640	3 342	327	1 770	-10 313	-1 573
Pertes et bénéfices de change	0	0	5	16	7	21	2	5
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>14 766</b>	<b>8 619</b>	<b>158 510</b>	<b>140 805</b>	<b>111 991</b>	<b>110 355</b>	<b>-46 518</b>	<b>-30 450</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>14 712</b>	<b>8 616</b>	<b>147 869</b>	<b>137 462</b>	<b>111 664</b>	<b>108 585</b>	<b>-36 206</b>	<b>-28 877</b>

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2016
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	520	46	566
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	11
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	242	248	490
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>773</b>	<b>294</b>	<b>1 067</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 662	1 737	3 399
	Départements	4 826	-517	4 310
	Communes	21 357	1 219	22 576
	HLM	323	71	394
	Autres	20 714	1 520	22 234
	<b>Total CEPL</b>	<b>48 882</b>	<b>4 030</b>	<b>52 912</b>
	<b>Hôpitaux</b>	<b>4 440</b>	<b>354</b>	<b>4 794</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	2 821	12 953
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	-35	4 125
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	2 193	4 979
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	296	1 158
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>17 941</b>	<b>5 275</b>	<b>23 216</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>10 494</b>	<b>-3 372</b>	<b>7 123</b>	
<b>Communautés européennes</b>	<b>2 596</b>	<b>234</b>	<b>2 831</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	42	8	50	
GIP	615	121	736	
EPL	2 136	744	2 880	
Autres correspondants	12 782	181	12 963	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-42	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>15 617</b>	<b>1 011</b>	<b>16 628</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>100 744</b>	<b>7 827</b>	<b>108 571</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-7	11
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>18</b>	<b>-7</b>	<b>11</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>100 761</b>	<b>7 820</b>	<b>108 582</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>100 761</b>	<b>7 820</b>	<b>108 581</b>



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2016
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 576 395</b>	<b>46 159</b>	<b>1 622 554</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 423 722</b>	<b>55 446</b>	<b>1 479 168</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	115 873	1 437 125
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	107 291	1 246 536
- <i>taux variable</i>	163 458	8 721	172 179
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-60 427	42 043
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-52 019	42 043
- <i>taux variable</i>	8 009	-8 009	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>152 673</b>	<b>-9 287</b>	<b>143 386</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	-9 287	143 386
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>6 666</b>	<b>-40</b>	<b>6 626</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 583 061</b>	<b>46 119</b>	<b>1 629 180</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.